



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction des Relations  
avec les Collectivités  
Locales

Bureau de  
l'environnement

Dossier suivi par :  
Madame PALMADE

Tél : 04 68 51 68 66

Fax : 04 68 35 56 84

Mél :

[martine.palmade@pyrenees-orientales.pref.gouv.fr](mailto:martine.palmade@pyrenees-orientales.pref.gouv.fr)

Référence :

C:\Mes  
Documents\Arrêts  
préfectoraux\arrêts  
autres\AP prescrip comp  
ARJO WIGGINGS  
activités nucléaires  
(octobre 2004) doc

Perpignan, le 23 novembre 2004

### **Arrêté préfectoral n° 4463 du 23 novembre 2004**

**modifiant l'arrêté du 30 juillet 1999 autorisant la société ARJO WIGGINS à poursuivre l'exploitation d'une papeterie sur le territoire de la commune d'Amélie-Les-Bains pour ce qui concerne les prescriptions relatives à l'utilisation, le dépôt et le stockage de substances radioactives sous forme de sources scellées**

**Le Préfet des Pyrénées Orientales  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1er du livre V et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 18;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié déterminant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'ordonnance du 28 mars 2001 et le décret du 4 avril 2002 ayant mis en place un nouveau dispositif d'autorisation pour l'exercice d'activités nucléaires ;

Vu l'arrêté du 19 janvier 1999 autorisant la société ARJO WIGGINS à procéder à la valorisation agricole des boues de la station d'épuration ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1999 autorisant la société ARJO WIGGINS à poursuivre l'exploitation d'une papeterie sur le territoire de la commune d'Amélie-Les-Bains ;

Vu l'arrêté du 28 septembre 2001 modifiant l'article 1 1 de l'arrêté du 30 juillet 1999 susvisé ;

Vu les déclarations de l'exploitant en date du 26 mai 2004 ;

**Adresse Postale :** 24 quai Sadi-Carnot - 66951 PERPIGNAN CEDEX

**Téléphone :**

⇐ Standard 04 68 51 66 66  
⇐ D R C L 04 68 51 68 00

**Internet :** INTERNET : [www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr](http://www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr)  
SERVEUR VOCAL : 04 68 51 66 67

Vu les propositions du Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Région Languedoc Roussillon ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 19 octobre 2004 ;

Considérant que l'entreprise ARJO-WIGGINS , usine de Amélie les Bains Palalda, utilise dans le cadre de ses activités de production des sources radioactives scellées ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions concernant cette utilisation ;

Vu le courrier adressé à l'exploitant le 26 octobre 2004 pour observations éventuelles sur la prise de cet arrêté ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Pyrénées Orientales ;

## **ARRETE**

### **Article 1 –**

L'article 16 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1999 susvisé autorisant la société ARJO WIGGINS à poursuivre l'exploitation d'une papeterie sur le territoire de la commune d'Amélie-Les-Bains est abrogé et remplacé par les dispositions de l'article 2 ci-après.

**Article 2** – Prescriptions concernant l'utilisation, le dépôt et le stockage de substances radioactives sous forme de sources scellées

### ***1- DETENTION ET MISE EN ŒUVRE DE RADIONUCLEIDES SOUS FORME DE SOURCES SCHELLES***

La présente autorisation tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L 13333-4 du code de la santé publique pour les activités nucléaires mentionnées à l'article 18.X 2 exercées par la Société ARJO-WIGGINS dans l'usine qu'elle exploite sur la commune de Amélie les Bains

La présente autorisation ne dispense pas son titulaire de se conformer aux dispositions des autres réglementations applicables et en particulier à celles relatives au transport de matières radioactives et à l'hygiène et sécurité du travail. En matière d'hygiène et de sécurité du travail, sont en particulier concernées, les dispositions relatives :

- à la formation du personnel,
- aux contrôles initiaux et périodiques des sources et des appareils en contenant,
- à l'analyse des postes de travail,
- au zonage radiologique de l'installation,
- aux mesures de surveillance des travailleurs exposés.

### ***2 – RESPONSABLES***

M. Jean-Noël WILLARD est la personne physique directement responsable de l'activité nucléaire désignée en application de l'article L 1333-4 du code de la santé publique.

Tout changement de personne responsable fait l'objet d'une information du Préfet et de l'IRSN

### **3 – OBJET DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation porte sur l'utilisation à des fins de mesure de grammage de 3 sources scellées de krypton 85, radionucléide du groupe 4.

L'activité totale des radionucléides pouvant être détenue ou utilisée doit rester inférieure à 80 GBq

### **4 - LOCALISATIONS**

Les sources visées à l'article précédent sont fixes et respectivement disposées :

- source S1 : atelier de fabrication machine 2,
- source S2 : atelier de fabrication machine 3,
- source S3 : atelier de fabrication machine 5.

### **5 – UTILISATION - ENTRETIEN**

Les appareils contenant des sources radioactives sont installés et opérés conformément aux instructions du fabricant.

Les appareils contenant des sources radioactives sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet d'un entretien approprié et compatible avec les recommandations du fabricant.

Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. L'utilisation d'un tel appareil est suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié.

La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre présentant :

- les références de l'appareil concerné,
- la date de découverte de la défectuosité,
- une description de la défectuosité,
- une description des réparations effectuées, et l'identification de l'entreprise/organisme qui les a accomplies,
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise / organisme qui l'a réalisée.

### **6 – EMISSIONS**

Les sources sont utilisées et entreposées de telle sorte que le débit de dose externe en tout lieu accessible au public soit maintenu aussi bas que raisonnablement possible et, en tout

état de cause, de façon à assurer le respect de la limite de dose efficace annuelle de 1 mSv/an.

En tant que de besoin, des écrans supplémentaires en matériau convenable sont interposés sur le trajet des rayonnements

## **7 – SIGNALISATION**

Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité sont placés d'une façon apparente et appropriée à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources. En cas d'existence d'une zone contrôlée délimitée en vertu de l'article R 231 81 du code du travail, la signalisation est celle de cette zone.

## **8 – CONTROLES**

Afin de remplir les obligations imposées par le premier alinéa de l'article R.1333-50 du code de la santé publique et par le second alinéa de l'article R.231-87 du code du travail, l'exploitant met en place un processus systématique et formalisé de suivi des mouvements de sources radioactives qu'il détient, depuis leur acquisition jusqu'à leur cession ou leur élimination ou leur reprise par un fournisseur ou un organisme habilité. Ce processus permet notamment de connaître à tout instant :

- les activités détenues, ceci en vue de démontrer la conformité aux prescriptions dans la présente autorisation ;
- la localisation d'une source donnée.

L'inventaire des sources établi au titre du premier alinéa de l'article R.1333-50 du code de la santé publique et du second alinéa de l'article R.231-87 du code du travail, mentionne les références des enregistrements obtenus auprès de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire

Afin de consolider l'état récapitulatif des radionucléides présents dans l'établissement, l'exploitant effectue périodiquement un inventaire physique des sources. Cette périodicité est au plus annuelle.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées tous les 5 ans (*au plus*) à compter de la date de parution du présent arrêté, un document de synthèse contenant l'inventaire des sources et appareils en contenant détenues, les rapports de contrôle des sources et appareils en contenant prévus à l'alinéa I-4° de l'article R. 231-84 du code du travail, les résultats du contrôle des débits de dose externe et le réexamen de la justification du recours à une technologie nucléaire.

Le contrôle des débits de dose externe à l'extérieur de l'installation et dans les lieux accessibles au public, dans les diverses configurations d'utilisation et de stockage des sources, ainsi que de la contamination radioactive de l'appareil est effectué à la mise en service des installations puis au moins tous les ans. Les résultats de ce contrôle sont consignés sur un registre qui devra être tenu sur place à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ce contrôle peut être effectué par l'exploitant.

## **9 – SIGNALISATION – SECURITE**

Les récipients contenant les sources doivent porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistant au feu, la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en Becquerels et la date de la mesure de cette activité.

En dehors de leur condition d'utilisation, les sources scellées sont conservées dans des conditions telles que leur protection contre le vol et l'incendie soit convenablement assurée ; elles sont notamment stockées dans un coffre approprié fermé à clef lui même situé dans un local dont l'accès est contrôlé dans les cas où elles ne seraient pas fixées à une structure inamovible

## **10 – PERTE- VOL - DETERIORATION**

Des dispositions particulières sont prises par l'exploitant pour prévenir le vol la perte ou la détérioration de sources ou d'appareils en contenant.

La perte, le vol de radionucléide ou d'appareil en contenant ainsi que tout accident (événement fortuit risquant d'entraîner un dépassement des limites d'exposition fixées par la réglementation) doivent être signalés impérativement et sans délai au préfet du département où l'évènement s'est produit ainsi qu'à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), avec copie à l'inspection des installations classées.

Le rapport mentionnera la nature des radioéléments, leur activité, le type et numéro d'identification de la source scellée, le fournisseur, la date et les circonstances détaillées de l'accident.

## **11 – RESTITUTION**

L'exploitant restituera les sources scellées qu'il détient à leurs fournisseurs, en fin d'utilisation ou au plus tard dans un délai de dix ans après la date du premier visa apposé sur le formulaire de fourniture, sauf prolongation en bonne et due forme de l'autorisation d'utilisation obtenue auprès de la préfecture des Pyrénées Orientales.

## **12 – AQUISITION – REPRISE**

Pour toute acquisition, cession, importation ou exportation de radionucléides, l'exploitant fera établir un formulaire qui sera présenté à l'enregistrement de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) suivant les dispositions des articles R 1333-47 à R.1333-49 du code de la santé publique

Lors de l'acquisition de sources scellées auprès de fournisseurs, l'exploitant veillera à ce que les conditions de reprise de ces sources (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par le fournisseur soient précisées et formalisées dans un document dont un exemplaire est conservé par le titulaire.

### **13 – CESSATION D'ACTIVITE**

Au cas où l'entreprise devait se déclarer en cessation de paiement entraînant une phase d'administration judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'exploitant informera sous quinze jours le service instructeur de la présente autorisation

### **14 – AMPLIATION**

Ampliation du présent arrêté, notifié par la voie administrative au pétitionnaire, est adressée :

- à M. le Maire de la commune de Amélie les Bains ;
- M. le Sous Préfet de CERET ;
- à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Languedoc-Roussillon ;

Chargés chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application.

**POUR AMPLIATION**

Pour le Préfet et par délégué  
Le Chef de Bureau

A.-M. AUGUSTY

**LE PREFET,**

Pour le Préfet  
La Sous-Préfète, Secrétaire Générale

Anne-Gaëlle BAUDOUIN